

L'allocation visée à l'alinéa 1^{er} est soumise au régime de mobilité applicable aux traitements du personnel de l'Institut et est rattachée à l'indice des prix 138,01.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, l'allocation précitée ne peut être considérée ni comme traitement, ni comme complément de traitement.

§ 2. Les agents conservent également les primes, allocations et indemnités dont ils bénéficiaient à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, pour autant qu'elles soient prévues à l'Institut et soient compatibles avec la fonction exercée.

Art. 4. § 1^{er}. Les agents concernés peuvent emporter à l'Institut maximum douze jours de congés de vacances qui n'ont pas pu être pris en 2006.

§ 2. En guise de mesure unique, le congé d'ancienneté introduit par l'article 132 de l'arrêté royal du 11 janvier 2007 fixant le statut administratif du personnel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, à l'article 10, § 3, de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat, est accordé aux agents sur la base de leur ancienneté pécuniaire, sans prendre en compte la réduction éventuelle d'un tiers des services inférieurs conformément à l'article 26, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 11 janvier 2007 portant statut pécuniaire du personnel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications.

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2007.

Art. 6. Le Ministre qui a les Télécommunications dans ses attributions et le Ministre qui a les Entreprises publiques dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 mars 2011.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre pour l'Entreprise et la Simplification,
V. VAN QUICKENBORNE

La Ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques,
Mme I. VERVOTTE

De in het eerste lid vermelde toelage is onderworpen aan de mobiliteitsregeling die geldt voor de wedden van het personeel van het Instituut en is gekoppeld aan het indexcijfer 138,01.

Voor de toepassing van het eerste lid wordt de vermelde toelage niet beschouwd als wedde of als weddencomplement.

§ 2. De ambtenaren behouden eveneens de premies, toelagen en vergoedingen die zij hadden op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, voor zover deze bij het Instituut bestaan en verenigbaar zijn met de beklede functie.

Art. 4. § 1. De ambtenaren mogen ten hoogste 12 vakantieverlofdagen die in 2006 niet konden worden opgenomen, meebrengen naar het Instituut.

§ 2. Als eenmalige maatregel wordt het anciënniteitsverlof dat door artikel 132 van het koninklijk besluit van 11 januari 2007 tot vaststelling van het administratief statuut van het personeel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, wordt ingevoegd in artikel 10, § 3, van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen, aan de ambtenaren toegekend op basis van hun geldelijke anciënniteit, zonder rekening te houden met de eventuele vermindering met één derde van de lagere diensten in overeenstemming met artikel 26, § 1 van het koninklijk besluit van 11 januari 2007 houdende het geldelijk statuut van het personeel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie.

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2007.

Art. 6. De Minister bevoegd voor Telecommunicatie en de Minister bevoegd voor de Overheidsbedrijven zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 2 maart 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen,
V. VAN QUICKENBORNE

De Minister van Ambtenarenzaken en Overheidsbedrijven,
Mevr. I. VERVOTTE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

F. 2011 — 773

[C — 2011/03112]

14 MARS 2011. — Arrêté ministériel portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission de conciliation Assurance soins de santé

Le Ministre des Finances,

La Ministre de la Santé publique,

Vu la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre, l'article 138bis-6, alinéa 3, inséré par la loi du 20 juillet 2007;

Vu l'arrêté royal du 20 décembre 2007 instituant l'organe de conciliation visé à l'article 138bis-6, alinéa 3 de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre, l'article 4, § 5, alinéa 1^{er},

Arrêtent :

Article unique. Est approuvé, le règlement d'ordre intérieur de la Commission de conciliation Assurance soins de santé, joint en annexe au présent arrêté.

Bruxelles, 14 mars 2011.

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

La Ministre de la Santé publique,
Mme L. ONKELINX

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

N. 2011 — 773

[C — 2011/03112]

14 MAART 2011. — Ministerieel besluit tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Bemiddelingscommissie Ziekte-kostenverzekering

De Minister van Financiën,

De Minister van Volksgezondheid,

Gelet op de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst, artikel 138bis6, derde lid, ingevoegd bij de wet van 20 juli 2007;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 december 2007 houdende oprichting van het bemiddelingsorgaan bedoeld in artikel 138bis-6, derde lid van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst, artikel 4, § 5, eerste lid;

Besluiten :

Enig Artikel. Wordt goedgekeurd, het huishoudelijk reglement van de Bemiddelingscommissie Ziekte-kostenverzekering zoals gevoegd als bijlage bij dit besluit.

Brussel, 14 maart 2011.

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

De Minister van Volksgezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

Annexe

**Règlement d'ordre intérieur
de la Commission de conciliation Assurance soins de santé**

Article 1^{er}. Dans le présent règlement, on entend par :

La loi : les articles 138*bis*-6 et 138*ter*-10 de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre;

L'arrêté : l'arrêté royal du 20 décembre 2007 instituant l'organe de conciliation visé à l'article 138*bis*-6 de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre;

La Commission : l'organe de conciliation, visé aux articles 138*bis*-6 et 138*ter*-10 de la loi;

L'Ombudsman : l'Ombudsman des assurances;

Le secrétariat : le secrétariat de l'Ombudsman des assurances;

Les médiateurs : les membres de la Commission, visés à l'article 2, dernier alinéa de l'arrêté.

CHAPITRE 1^{er}. — *Des séances de la Commission*

Art. 2. La Commission se réunit en vue de concilier les litiges relatifs à l'application du code de bonne conduite en matière d'assurances du solde restant dû (article 138*ter*-10 de la loi), ainsi que les litiges portant sur les coûts exclus de la couverture de l'assurance soins de santé ou faisant l'objet d'une couverture limitée (dans le cadre de l'application de l'article 138*bis*-6 de la loi).

Les litiges sont examinés en français ou en néerlandais selon la langue du (candidat-) preneur d'assurance conformément à l'article 2, dernier alinéa de l'arrêté.

Conformément à l'article 1^{er} alinéa 2 de l'arrêté, la Commission effectue les conciliations de manière autonome et indépendante vis-à-vis de l'Ombudsman.

Art. 3. Au début de chaque année, la Commission fixe un calendrier des réunions.

L'Ombudsman convoque la Commission à la requête de deux de ses membres.

Art. 4. Un (candidat-)preneur d'assurance, une entreprise d'assurance et l'Ombudsman des Assurances pour le compte d'un plaignant peuvent saisir la Commission dans le cadre d'un litige visé par les articles 138*bis*-6 et 138*ter*-10 de la loi.

La demande est faite par écrit et contient l'identité des deux parties au litige et une description du litige.

Art. 5. Les séances de la Commission ne sont pas publiques.

La chambre compétente examine les points de vue des deux parties et peut entendre ces derniers. Elles peuvent se faire assister.

Tout expert invité par les membres de la Commission avec l'accord des deux parties concernées peut être entendu, conformément à l'article 2 du Règlement.

Après avoir entendu les parties et, le cas échéant, les tiers ou experts invités, les membres de la Commission procèdent à la discussion et à la formulation des propositions de conciliation. Les parties, leur médecin, les tiers et les experts n'y participent pas.

Les propositions de conciliation, établies par consensus, sont communiquées aux parties au nom de la Commission. La Commission ne communique sa proposition motivée de conciliation qu'au (candidat-) preneur d'assurance et à l'entreprise d'assurance concernée. La communication est accompagnée d'une demande adressée à l'entreprise d'assurance d'informer la Commission de la suite que les parties ont donnée à la proposition.

Dans le cas où la Commission ne parvient pas à formuler une proposition de conciliation, elle en informe les parties concernées.

Art. 6. La Commission ne peut délibérer que si chacune des deux catégories de membres visées à l'article 2, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, de l'arrêté, est représentée.

CHAPITRE II. — *Du secrétariat et de la gestion journalière*

Art. 7. L'Ombudsman assure uniquement l'appui logistique de la Commission.

Il est notamment chargé d'adresser les convocations avec mention de l'ordre du jour, de préparer les réunions et de conserver les archives. Il met aussi à la disposition des médiateurs, pour être signée par eux, une liste de présence.

Les documents restent la propriété des personnes qui les soumettent à la Commission. Seule la décision finale est conservée au sein du secrétariat.

Bijlage

**Huishoudelijk reglement
van de Bemiddelingscommissie Ziektekostenverzekering**

Artikel 1. In dit reglement verstaat men onder :

De wet : de artikelen 138*bis*-6 en 138*ter*-10 van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst;

Het koninklijk besluit : het koninklijk besluit van 20 december 2007 tot instelling van het bemiddelingsorgaan bedoeld in artikel 138*bis*-6 van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst;

De Commissie : het bemiddelingsorgaan, bedoeld in de artikelen 138*bis*-6 en 138*ter*-10 van de wet;

De Ombudsman : de Ombudsman voor de verzekeringen;

Het secretariaat : het secretariaat van de Ombudsman voor de verzekeringen;

De bemiddelaars : de leden van de Commissie, bedoeld in artikel 2, laatste lid van het besluit.

HOOFDSTUK I. — *De zittingen van de Commissie*

Art. 2. De Commissie komt bijeen om de geschillen te regelen met betrekking tot de toepassing van de gedragscode inzake schuldsaldo-verzekeringen (artikel 138*ter*-10 van de wet) alsook voor de geschillen over de kosten die uitgesloten zijn uit de verzekeringsdekking gezondheidszorgen of die het voorwerp uitmaken van een beperkte verzekering (bij toepassing van artikel 138*bis*-6 van de wet).

De geschillen worden onderzocht in het Frans of het Nederlands al naargelang de taal van de (kandidaat-) verzekeringnemer overeenkomstig artikel 2, laatste lid van het besluit.

Overeenkomstig artikel 1, tweede lid van het koninklijk besluit, verricht de Commissie de bemiddelingen op autonome en zelfstandige wijze ten opzichte van de Ombudsman.

Art. 3. Bij de aanvang van elk jaar legt de Commissie de kalender van de vergaderingen vast.

De Ombudsman roept de Commissie bijeen op vraag van twee van haar leden.

Art. 4. Een (kandidaat-)verzekerde, een verzekeringsonderneming of de Ombudsman voor rekening van een klager kunnen bij de Commissie een geschil aanhangig maken bedoeld in de artikelen 138*bis*-6 en 138*ter*-10 van de wet.

De aanvraag gebeurt schriftelijk met opgave van de identiteit van beide partijen bij het geschil en een beschrijving daarvan.

Art. 5. De zittingen van de Commissie zijn niet openbaar.

De bevoegde kamer onderzoekt de standpunten van beide partijen. Zij kan de partijen horen en deze laatste kunnen zich laten bijstaan.

Met de instemming van beide partijen kan elke door de Commissie uitgenodigde expert worden gehoord, overeenkomstig artikel 2 van het reglement.

Na de partijen gehoord te hebben en, in voorkomend geval, de derden of uitgenodigde experten, gaan de leden van de Commissie over tot de bespreking en formuleren zij verzoeningsvoorstellen. De partijen, hun arts, de derden en de experten nemen geen deel aan de beraadslaging.

De verzoeningsvoorstellen die bij consensus worden opgemaakt, worden aan de partijen meegedeeld in naam van de Commissie. De Commissie deelt haar gemotiveerd verzoeningsvoorstel slechts mee aan de (kandidaat-) verzekeringnemer en aan de betrokken verzekeringsonderneming. Aan de mededeling aan de verzekeringsonderneming wordt de vraag gehecht om de Commissie op de hoogte te brengen van het gevolg dat partijen aan het voorstel hebben gegeven.

Wanneer de Commissie er niet in slaagt om een verzoeningsvoorstel te formuleren, licht zij de betrokken partijen daarover in.

Art. 6. De Commissie kan slechts beraadslagen zo elk van de twee categorieën van leden, bedoeld in artikel 2, eerste lid, 1° en 2° van het besluit vertegenwoordigd is.

HOOFDSTUK II. — *Het secretariaat en het dagelijkse beheer*

Art. 7. De Ombudsman zorgt enkel voor de logistieke ondersteuning van de Commissie.

Hij is er met name mee belast om de uitnodigingen te verzenden met vermelding van de dagorde, de vergaderingen voor te bereiden en het archief te bewaren. Hij legt aan de bemiddelaars een aanwezigheidslijst voor die door hun moet ondertekend worden.

De documenten blijven de eigendom van hen die ze aan de Commissie hebben voorgelegd. Alleen de eindbeslissing wordt op het secretariaat bewaard.

Art. 8. L'Ombudsman apporte son soutien logistique à la Commission dans la rédaction de son rapport annuel, visé à l'article 4, § 5, de l'arrêté.

Après accord de la Commission, l'Ombudsman adresse, conformément à l'article 3 de l'arrêté, l'état des frais de fonctionnement de la Commission pour moitié au SPF Economie et pour moitié au SPF Santé publique.

CHAPITRE III. — *Dispositions diverses*

Art. 9. Les réunions de la Commission ont lieu au siège de l'Ombudsman ou à l'endroit indiqué dans la convocation.

Art. 10. La correspondance destinée à la Commission doit être adressée au siège de l'Ombudsman.

Art. 11. Toute modification du présent règlement d'ordre intérieur est adoptée et entre en vigueur conformément aux dispositions prévues par l'arrêté.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 14 mars 2011 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission de conciliation Assurance soins de santé.

Bruxelles, le 14 mars 2011.

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

La Ministre de la Santé publique,
Mme L. ONKELINX

Art. 8. De Ombudsman geeft logistieke steun aan de Commissie bij het opstellen van haar jaarverslag, bedoeld bij artikel 4, § 5, van het besluit.

Na akkoord van de Commissie zendt de Ombudsman, overeenkomstig artikel 3 van het besluit, de onkostenstaat van de Commissie voor de helft naar de FOD Economie en voor de helft naar de FOD Volksgezondheid.

HOOFDSTUK III. — *Diverse bepalingen*

Art. 9. De vergaderingen van de Commissie vinden plaats op de zetel van de Ombudsman of op de plaats die in de uitnodiging wordt bepaald.

Art. 10. De correspondentie voor de Commissie wordt gericht aan de Ombudsman.

Art. 11. Elke wijziging van dit huishoudelijke reglement wordt aangebracht en treedt pas in werking overeenkomstig de bepalingen van het besluit.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 14 maart 2011 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Bemiddelingscommissie Ziekttekostenverzekering.

Brussel, 14 maart 2011.

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

De Minister van Volksgezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

VLAAMSE OVERHEID

N. 2011 — 774

[2011/201293]

25 FEBRUARI 2011. — Besluit van de Vlaamse Regering tot tijdelijke erkenning van de masteropleiding master in de industriële wetenschappen : elektronica-ICT van de Erasmushogeschool Brussel

De Vlaamse Regering,

Gelet op het decreet van 4 april 2003 betreffende de herstructurering van het hoger onderwijs in Vlaanderen, artikel 60*bis*, ingevoegd bij het decreet van 19 maart 2004;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 11 juni 2004 betreffende de tijdelijke erkenning van opleidingen in het hoger onderwijs;

Gelet op het door de Nederlands-Vlaamse Accreditatieorganisatie definitief vastgestelde accreditatierapport van 2 november 2010 met een negatief eindoordeel voor de opleiding master in de industriële wetenschappen : elektronica-ICT van de Erasmushogeschool Brussel;

Gelet op het aanvraagdossier voor tijdelijke erkenning, ingediend op 30 november 2010 door de Erasmushogeschool Brussel;

Gelet op het advies van de Erkenningscommissie, gegeven op 4 januari 2011;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 28 januari 2011;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Onderwijs, Jeugd, Gelijke Kansen en Brussel;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De opleiding master in de industriële wetenschappen : elektronica-ICT van de Erasmushogeschool Brussel krijgt een tijdelijke erkenning.

De tijdelijke erkenning geldt voor een periode van twee jaar, die ingaat vanaf het begin van het academiejaar 2011-2012 en vervalt op het einde van het academiejaar 2012-2013.